



Communauté
de Communes
des Portes
de Rosheim

DEPARTEMENT DU BAS-RHIN ARRONDISSEMENT DE MOLSHEIM

Délibérations du BUREAU de la Communauté de Communes des Portes de ROSHEIM

Séance Ordinaire du 16 avril 2024 à 18h

Sous la Présidence de Monsieur Michel HERR

Convocation écrite des Conseillers du 9 avril 2024

Nombre de Conseillers 9

Elus :

<u>Nombre de Conseillers Présents:</u> 7	M. HERR, PH. WANTZ, C. LUTZ, C. DEYBACH, C. JUNG, L. PH. KAES, M. TROESTLER.
<u>Conseiller excusé ont donné procuration :</u> 0	
<u>Conseillers excusés :</u> 2	C. FRIEDRICH, R. MULLER.

Assistait également : Audrey DAMBIER - Directrice Générale des Services

q

N° 2024-53 : Désignation d'un(e) Secrétaire de séance.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Après avoir constaté que le quorum était atteint, M. le Président propose de passer à l'analyse des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Bureau de la CCPR.

Il informe l'ensemble des membres du Bureau qu'il convient de désigner un(e) Secrétaire de séance.

M. le Président rappelle qu'en droit local, l'article L 2541-6 du CGCT, transposable aux Communautés de communes, prévoit que « lors de chacune de ses séances, le Conseil municipal désigne son Secrétaire ». Il apparaît ainsi que, dans ces départements (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle), le Conseil communautaire désigne une seule personne, qui n'est pas obligatoirement membre du conseil, au début de chaque séance. Le Conseil d'État a en effet précisé que « Le Conseil municipal ne peut désigner une personne pour assurer de façon permanente le secrétariat des séances du conseil municipal ».

À noter également que l'article L 2541-7 du CGCT autorise le Maire à prescrire que les agents de la commune assistent aux séances. Si l'un des agents de la commune, qui assiste à la séance, est désigné en qualité de Secrétaire de séance, il est alors chargé de rédiger le procès-verbal de la séance pour laquelle il a été désigné. Il doit cependant s'abstenir de prendre la parole, sauf à fournir certains renseignements au conseil, à sa demande.

Aussi et par parallélisme des formes, il est proposé de procéder de la même manière pour la désignation d'un(e) Secrétaire de séance pour les réunions du Bureau de la CCPR amené à délibérer par délégation du Conseil.

A cet effet, Monsieur le Président propose de désigner Mme Audrey DAMBIER, Directrice Générale des Services et ce, afin de faciliter le process de signature des délibérations et du PV qui, depuis la réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, exige la signature du Président et du Secrétaire de séance.

- ENTENDU** l'exposé de M. le Président ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29/12/1992, portant création de la Communauté de Communes ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 18/01/2019 et du 30/06/2021, portant modification des compétences et statuts de la CCPR ;
- VU** les articles 2541-6 et 2541-7 du CGCT ;
- CONSIDERANT** l'ordonnance N° 2021-1310 et le décret N° 2021-1311 du 07/10/2021 portant réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- CONSIDERANT** l'article 33 du règlement intérieur de la CCPR adopté par délibération N° 2020-101 du 13/10/2020 modifié par délibération du 2022-93 du 06/12/2022 ;

**LE BUREAU,
À L'UNANIMITÉ;**

DESIGNE Mme Audrey DAMBIER, Directrice Générale des Services de la CCPR, Secrétaire de séance ;

AUTORISE M. le Président à signer toutes pièces relatives à ce dossier


Pour extrait conforme.
Rosheim, le 16 avril 2024.

la présente délibération
publiée électroniquement

le 22 AVR. 2024

LA SECRETAIRE DE SEANCE

sur le site **internet-~~CONFIDENTIEL~~**
de la CCPR est certifié
exécutoire par le Présiderat,


Audrey DAMBIER


Michel HERR



Communauté
de Communes
des Portes
de Rosheim

DEPARTEMENT DU BAS-RHIN ARRONDISSEMENT DE MOLSHEIM

Délibérations du BUREAU de la Communauté de Communes des Portes de ROSHEIM

Séance Ordinaire du 16 avril 2024 à 18h

Sous la Présidence de Monsieur Michel HERR

Convocation écrite des Conseillers du 9 avril 2024

Nombre de Conseillers 9

◆ :

<u>Nombre de Conse/1/ers Présents:</u> 7	M. HERR, PH. WANTZ, C. LUTZ, C. DEYBACH, C. JUNG, J. PH. KAES, M. TROESTLER.
<u>Conse/1/er excusé ar..ant donné a rocuratlon :</u> 0	
<u>Conseil/ers excusés :</u> 2	C. FRIEDRICH, R. MULLER.

Assistait également : Audrey DAMBIER - Directrice Générale des Services



N°2024-54 : Approbation du procès-verbal de la séance du
26/03/2024.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

M le Président informe l'ensemble des membres du Bureau qu'il convient d'approuver le procès-verbal de la séance du 26/03/2024 ; et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Il est précisé que la réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, a modifié les dispositions s'y rapportant.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du Bureau ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. Le PV est signé par le Président et la Secrétaire de séance. Ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Bureau et du public qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent. Conformément à l'article 23 du règlement intérieur de la CCPR en vigueur, modifié par délibération 2022-93 du 06/12/2022, il est rendu compte au Conseil communautaire des décisions prises, par le Bureau dans l'exercice des délégations ; le Président demandant à la DGS de la CCPR de présenter les décisions prises en matière de personnel.

- ENTENDU** l'exposé de M. le Président ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29/12/1992, portant création de la Communauté de Communes ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 18/01/2019 et du 30/06/2021, portant modification des compétences et statuts de la CCPR;
- VU** les dispositions du CGCT actuellement en vigueur ;
- CONSIDERANT** l'ordonnance N° 2021-1310 et le décret N° 2021-1311 du 07/10/2021 portant réforme relative aux règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- CONSIDERANT** l'article 33 du règlement intérieur de la CCPR adopté par délibération N° 2020-101 du 13/10/2020 et modifié par délibération N° 2022-93 du 06/12/2022 ;

**LE BUREAU
À L'UNANIMITÉ ;**

APPROUVE le procès-verbal de la séance du 26/03/2024 qui sera signé par le Président et par la Secrétaire de séance.

*Pour extrait conforme.
Rosheim, le 16 avril 2024.*

LA SECRETAIRE DE SEANCE



Audrey CIAMIÏER

Handwritten signature of Audrey Ciamiïer

LE PRESIDENT



Michel HERR

la présente délibération
publiée électroniquement

le 22 AVR. 2024

sur le site internet
de la CCPR est certifiée
exécution par le Président



DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
ARRONDISSEMENT DE MOLSHEIM

Délibérations du BUREAU
de la Communauté de Communes des
Portes de ROSHEIM

Séance Ordinaire du 16 avril 2024 à 18h

Sous la Présidence de Monsieur Michel HERR

Convocation écrite des Conseillers du 9 avril 2024

Nombre de Conseillers 9

f.l.#a :

<u>Nombre de Conseillers</u> <u>Présents:</u> 7	M. HERR, PH. WANTZ, C. LUTZ, C. DEYBACH, C. JUNG, I. PH. KAES, M. TROESTLER.
<u>Conseiller excusé avant</u> <u>donné arocuratlon :</u> 0	
<u>Conseillers excusés :</u> 2	C. FRIEDRICH, R. MULLER.

Assistait également : Audrey DAMBIER - Directrice Générale des Services



N°2024-55 : **Multi-Accueil: autorisation d'enaagement d'un**
apprenti(e) en CAP Accompaanant Educatif Petite
Enfance.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

Le Multi-accueil intercommunal « La Boîte à Lutins » accueille des élèves apprentis préparant le CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance ou le Diplôme d'Etat d'Educateur de Jeunes Enfants depuis plusieurs années.

Il est proposé aux membres du Bureau de donner leur accord quant à la prolongation d'un an du contrat d'apprentissage d'une élève préparant le CAP « Accompagnant Educatif Petite Enfance » du 01/07/2024 au 30/06/2025. Le maître d'apprentissage sera Mme Frédérique SCHMITT, titulaire du diplôme d'Educatrice de Jeunes Enfants et exerçant les fonctions de Directrice au sein du Multi-Accueil Intercommunal depuis le 01/07/2018.

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Président ;

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique, et notamment son article L 424-1 relatif à l'apprentissage ;

- VU** le Code du travail, notamment les articles L. 6227-1 à L. 6227-12 et D. 6271-1 à D. 6275-5 ;
- VU** la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 modifiée portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du travail ;
- VU** le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 pris en application de la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 modifiée portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- VU** le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel ;
- VU** la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie;
- VU** le décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- VU** le décret n° 2022-280 du 28 février 2022 relatif aux modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** la délibération n° 2021-18 du Conseil Communautaire en date du 9 mars 2021 portant délégation au Bureau des affaires relatives au personnel de la Communauté de Communes des Portes de Rosheim, à l'exception des prérogatives exercées par l'autorité territoriale de l'établissement ;
- SOUS RESERVE** de l'avis du Comité Social Technique placé auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin ;
- CONSIDERANT** que les crédits nécessaires sont inscrits aux BP 2024 ;

LE BUREAU,

Après en avoir débattu,

DECIDE,

À L'UNANIMITÉ,

D'AUTORISER, la prolongation d'un an du contrat d'apprentissage d'une élève préparant le CAP « Accompagnant Educatif Petite Enfance » du 01/07/2024 au 30/06/2025 au sein du Multi-Accueil Intercommunal.

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Pour extrait conforme.
Rosheim, le 16 avril 2024.

LA SECRETAIRE DE SEANCE



Audrey DAMBIER

LE PRESIDENT



Michel HERR

la présente délibération
publiée électroniquement

le 22 AVR. 2024

sur le site internet
de la CCPR est certifiée
exécutoire par le Président



DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
ARRONDISSEMENT DE MOLSHEIM

Délibérations du BUREAU
de la Communauté de Communes des
Portes de ROSHEIM

Séance Ordinaire du 16 avril 2024 à 18h

Sous la Présidence de Monsieur Michel HERR

Nombre de Conseillers 9

f.lJa.:

Nombre de Conseillers <i>Présents:</i> 7	M. HERR, PH. WANTZ, C. LUTZ, C. DEYBACH, C. JUNG, J. PH. KAES, M. TROESTLER.
Conseiller excusé aiant donné arocuration : 0	
Conseillers excusés : 2	C. FRIEDRICH, R. MULLER.

Assistait également : Audrey DAMBIER - Directrice Générale des Services



N° 2024-56 : Dispositif intercommunal d'aide à l'acquisition de vélos neufs et à la motorisation de vélos classiques.

NOTE EXPUCATIVE DE SYNTHESE

M. le Président rappelle que dans le cadre de sa politique de soutien à la pratique du vélo, la CCPR a, par délibération N° 2020-111 du 15/12/2020 mis en place au profit des habitants du territoire, un dispositif d'aide financière pour l'acquisition de vélos neufs et ce, pour la période du 01/12/2020 jusqu'au 31/12/2021.

Eu égard au succès du dispositif, celui-ci avait été reconduit pour l'année 2022 par délibération N° 2022-10 du 22/02/2022 et pour 2023, par délibération N° 2023-23 du 28/02/2023 (**acquisition de vélos neufs et motorisation de vélos classiques**).

Compte tenu de la volonté de la CCPR de promouvoir les modes doux de déplacement, il est proposé de reconduire le dispositif pour l'année 2024, selon les modalités suivantes :

Pour qui?	Particuliers ayant leur résidence principale dans la CCPR « à partir de 10 ans pour prime vélo classiques et les cycles à assistance électrique adaptés aux PMR « à partir de 18 ans pour la prime vélo à assistance électrique
-----------	--

	<p>)(Aide octroyée sans condition de revenus</p> <p>)(une seule aide par bénéficiaire - plusieurs personnes d'un même foyer pouvant solliciter l'aide</p>
Quels vélos ?	<p>Pour l'acquisition : tout type de vélos neufs : classiques et à assistance électrique</p> <p>NB : pour les vélos à assistance électrique - norme NF EN 15194 (assistance bridée à 25 km)</p> <p>Pour la motorisation : vélos neufs ou d'occasion</p>
Montant de l'aide et seuils d'éligibilité	<p>Vélos classiques urbains. VTC. <i>VIT...</i> : aide de 20% du coût d'achat TTC. plafonnée à 60 €</p> <p>Prime VAE : aide de 10 % du coût d'achat TTC, plafonnée à 120 €.</p> <p>Prime vélo-carao ou tricycle VAE : aide de 10% du coût d'achat TTC. plafonnée à 180 €.</p> <p>Prime à la motorisation de vélos classiques (neufs ou d'occasion) : aide de 10% du coût de motorisation TTC, plafonnée à 120 €.</p>
Dates du dispositif	Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024
Budget alloué estimé	35 000 (/année. Aide intercommunale cumulable, le cas échéant avec d'autres dispositifs proposés.
	<p>Délégation au Bureau : à chaque conseil : si des dossiers ont été instruits : une délibération indiquant le nombre de bénéficiaires par commune et le montant de la subvention est inscrite à l'ordre du jour du Conseil communautaire le plus proche.</p> <p>Communication via les sites Internet de la CCPR et des communes membres, flyers, diffusion dans les publications intercommunales et communales....</p>
Liste des pièces à fournir	<ul style="list-style-type: none"> • Formulaire de demande complété, signé et accompagné des pièces suivantes : • Facture d'achat nominative qui devra comporter : <ul style="list-style-type: none"> ▶ Nom et adresse du bénéficiaire ▶ Type de vélo et la référence (marque et nom ou n° du modèle) / type de moteur qui sera obligatoirement neuf et qui devra respecter la réglementation française et européenne (vitesse max. de 25 km/heure et puissance de 250 W,

	<p>capteur de pédalage)</p> <ul style="list-style-type: none">▶ Date d'achat : l'achat du vélo / motorisation devra avoir été effectué(e) durant la période de validité du dispositif ;▶ Copie du certificat d'homologation, le cas échéant;• Copie de la pièce d'identité du bénéficiaire ;• Copie d'un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois;• RIB du bénéficiaire.
--	--

VU la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale dite « loi Chevènement » dans sa version consolidée le 1er janvier 2013 ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dans sa version consolidée le 1er janvier 2013 ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 29/12/1992, du 18/01/2019 et du 30/06/2021 portant respectivement création de la Communauté de Communes et modification de ses compétences ;

VU la délibération N° 2020-38 du 07/06/2020, portant installation du Conseil communautaire et élection du Président de la CCPR ;

VU la délibération N° 2020-111 du 15/12/2020 portant mise en place du dispositif d'aide financière à l'acquisition de vélos neufs ;

VU la délibération N° 2022-10 du 22/02/2022 portant reconduction du dispositif d'aide à l'acquisition de vélos neufs pour l'année 2022 ;

VU la délibération N° 2023-23 du 28/02/2023 portant reconduction du dispositif d'aide à l'acquisition de vélos neufs pour l'année 2023 et à la motorisation de vélos classiques ;

CONSIDERANT la volonté de la CCPR de promouvoir les modes doux de déplacement ;

CONSIDERANT le succès du dispositif durant les années 2021, 2022 et 2023;

CONSIDERANT que les crédits nécessaires - 35 000 € - sont inscrits au BP principal 2024 de la CCPR ;

ENTENDU l'exposé de M. le Président ;

**LE BUREAU,
Par délégation du Conseil Communautaire ;**

Après avoir constaté le respect des modalités d'éligibilité et la complétude des dossiers demandés,

**Après en avoir délibéré,
À L'UNANIMITÉ,**

DECIDE de verser aux personnes suivantes les aides définies comme suit:

Soit 17 personnes- 15 VAE, 2 vélos classiques, représentant un montant d'aide octroyé de 1870,00€ ;

AUTORISE M. le Président à réaliser toutes les démarches en vue du versement des montants d'aide octroyés aux personnes sus désignées.

LA SECRÉTAIRE DE SEANCE



Audrey DAMBIER

LE PRESIDENT



Michel HERR

la présente délibération
publiée électroniquement

le 22 AVR 2024

sur le site internet
de la CCPR est certifiée
exécutoire par le Président